



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

**SEMINAIRE SUR LA
CONJONCTURE ECONOMIQUE DU 1^{er} SEMESTRE 2008 ET LES
PREVISIONS A COURT TERME DANS LES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST MEMBRES D'AFRISTAT**

Bamako – 21 au 25 avril 2008

POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

Point 1 : **Introduction**

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats de l'Afrique de l'ouest membres d'AFRISTAT, un séminaire s'est tenu à Bamako du 21 au 25 avril 2008, dans les locaux d'AFRISTAT. Ce séminaire fait suite aux séries du même genre financé par le Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes, dans le cadre du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP), et AFRISTAT depuis 2001.

Chaque Etat était représenté par des spécialistes en analyse conjoncturelle et en prévision économique. Un représentant de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), de la Banque de France, de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), de l'INSEE et trois représentants du Centre d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC-Ouest) ont également participé aux travaux. La Banque africaine de développement (BAD), la direction de la prévision du Bénin, invitées, n'étaient pas représentées. La liste des participants figure à l'annexe 1.

Les débats ont été animés par les experts d'AFRISTAT, de l'INSEE, de la BCEAO, de la Commission de l'UEMOA et de l'AFRITAC- Ouest.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Lompo BIRIMPO, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT (cf. annexe 2). Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a rappelé les enjeux du présent atelier qui, de manière spécifique, vise à rapprocher les méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision économique et renforcer la qualité du diagnostic conjoncturel des notes de conjoncture. Il a brièvement présenté les nouvelles orientations de l'appui technique d'AFRISTAT dans le domaine du suivi de la conjoncture économique et de la modélisation et prévision macroéconomique.

L'ordre du jour et le programme de travail ont été présentés et adoptés (cf. annexe 3).

Point 2 : **Objectifs du séminaire :**

Ce séminaire vise un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agit d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme, de poursuivre et d'approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

En outre, le thème central sur « le diagnostic conjoncturel : objet et méthodes » choisi pour cette session a pour objectif de renforcer les capacités des services en charge de l'analyse conjoncturelle en matière de synthèse et de diagnostic pertinent, pour le décideur et le prévisionniste. Le choix de ce thème répond à la nécessité de renforcer le lien entre l'analyse conjoncturelle et l'élaboration des perspectives de croissance à court terme dans la mesure où les notes de conjoncture actuelles ne permettent généralement pas d'avoir une vue globale synthétique et cohérente de la conjoncture économique nationale, ni des perspectives à très court terme.

Point 3 : **Déroulement du séminaire**

3.1. Session 1 : Le diagnostic conjoncturel : objet et méthodes

Cinq exposés ont été faits par AFRISTAT et l'INSEE. Un exposé sur la conjoncture économique au premier semestre 2008 au Mali a précédé une séance de travaux pratiques sur ce pays.

L'exposé introductif a présenté les faiblesses de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats de l'Afrique de l'ouest membres d'AFRISTAT. Cette analyse est essentiellement descriptive et ne permet pas d'avoir une vue globale synthétique et cohérente de la conjoncture économique nationale, ni des perspectives à très court terme. Généralement basée sur le calcul de deux taux (taux de croissance d'une période à l'autre et le taux de croissance en glissement), elle fait abstraction de la tendance récente, et ne répond pas aux préoccupations du conjoncturiste qui sont :

- quels sont les événements conjoncturels majeurs sur la période ?
- quelles sont les conséquences sur les projections réalisées ?

Les exposés ont mis l'accent sur l'objet du diagnostic, véritable démonstration à partir de données et graphiques adéquatement choisis sur l'état actuel de l'économie nationale. Ils ont passé en revue le principe de la démarche et mis en exergue les insuffisances actuelles des systèmes d'informations conjoncturelles (insuffisance de séries et de leurs traitements, absence de système d'information qualitative, etc.) pour renforcer l'analyse de la conjoncture.

Les débats ont porté sur l'architecture et le volume souhaitables des notes de conjoncture, l'utilisation de variables annuelles (comme les volumes de production agricole) dans l'analyse conjoncturelle et l'interprétation des séries corrigées des variations saisonnières (CVS).

Ils ont permis de clarifier certains concepts et de dégager une démarche commune d'analyse et de rédaction des synthèses conjoncturelles.

3.2. Session 2 : Exposés introductifs sur l'environnement conjoncturel en avril 2008

Trois présentations ont eu lieu autour de ce thème.

Une présentation d'AFRISTAT a passé en revue la situation de l'environnement conjoncturel en avril 2008, les données exogènes pertinentes ainsi que les phénomènes mondiaux à la base des dynamiques retracées : baisse de l'activité américaine, crise alimentaire mondiale poursuite de la montée vertigineuse des prix du pétrole.

Un deuxième exposé a évalué les conséquences de cet environnement international sur l'inflation dans les Etats membres. Cet exposé a mis en lumière des dynamiques internes et externes à l'origine de la flambée des cours des produits sur les marchés intérieurs.

La troisième présentation, de l'INSEE, a mis en exergue les conséquences prévisibles de cet environnement international sur les prix et l'activité. L'exposé a montré que les évolutions sur le marché international ne se sont pas encore totalement répercutées sur les marchés intérieurs et qu'il existerait des réserves potentielles d'inflation et des risques de ralentissement de l'activité économique.

Les débats ont porté sur les mesures de régulation conjoncturelle face à ce phénomène inflationniste et sur la méthode de calcul de l'inflation sous-jacente.

3.3. Session 3 : Conjoncture du premier semestre 2008 et prévision économique 2008-2009 dans les Etats

Les délégations des différents Etats ont, à tour de rôle, présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays et le cadrage macroéconomique pour la période 2008-2009. Ces travaux incluaient, pour certains pays, l'étude d'une variante reposant sur des hypothèses différentes fournies au préalable par AFRISTAT (relatives au cours du pétrole et du niveau de production agricole pour la campagne 2008/2009). Ils incluaient également l'analyse des écarts des prévisions d'une période à une autre.

Il est ressorti des différentes présentations, que les tendances récentes montrent une morosité de l'activité économique, marquée par la hausse des prix des matières premières importées et par des résultats mitigés de la campagne agricole 2007/2008.

Des dynamiques communes ont été mises en évidence : augmentation des prix alimentaires, notamment du pain, augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe. Les crises énergétiques persistent également dans certains pays. Des dynamiques spécifiques, notamment, la baisse de la production dans certains secteurs comme l'exploitation pétrolière, le phosphate et le coton ont été évoquées. Les débats ont permis d'approfondir ces dynamiques et d'explorer les causes et les conséquences.

Face à la remontée de l'inflation dans tous les Etats et aux risques encourus, non seulement en matière de respect des critères de convergence mais également en terme de déséquilibre extérieur et des finances publiques et du ralentissement des avancées enregistrées sur le plan de la réduction de la pauvreté, les participants ont passé en revue les mesures prises par les gouvernements et dressé une liste de mesures de politiques économiques ayant des effets à court et moyen/long terme. Ils ont relevé que les mesures prises devraient :

- permettre de préserver les équilibres économiques à moyen/long terme ;
- favoriser la croissance économique ;
- cibler les populations les plus vulnérables et renforcer la lutte contre la pauvreté.

Ces échanges ont permis de dresser une liste de mesures prises ou susceptibles de l'être pour faire face à ce phénomène (cf. document en annexe 4).

Sur le plan technique, les échanges ont permis d'identifier certaines faiblesses dans l'analyse de la conjoncture menée ainsi que dans les résultats des exercices de projection de certains pays. L'analyse des écarts dans les prévisions successives a montré certaines pratiques de fixation d'objectif de croissance économique, souvent contradictoire avec les indications conjoncturelles ou même avec les résultats.

La plupart des délégations ont mené à bien les exercices à partir du canevas fourni par AFRISTAT. Des améliorations peuvent être apportées dans le contenu et le fonds des travaux des autres. Ces améliorations portent notamment sur la prévision conjoncturelle et l'analyse des interactions entre différents secteurs.

Des discussions qui ont suivi, il a été formulé des recommandations spécifiques à certains Etats, notamment :

- l'amélioration des fichiers conjoncturels par l'exploitation des sources administratives disponibles, des statistiques miroirs et la production de données sur le commerce extérieur selon des nomenclatures pertinentes pour l'analyse économique ;
- la mise en place de publications conjoncturelles (bulletin et note de conjoncture) et de prévision (note de prévision semestrielle) qui permettent un suivi régulier de la conjoncture et des perspectives macroéconomiques du pays ;
- le retraitement des séries disponibles en vue de produire des indicateurs pertinents de la conjoncture (calcul des CVS, tendance, etc.).

Les participants ont souligné la pertinence de ces travaux et la nécessité d'inclure ces exercices dans les processus d'élaboration des prévisions de leurs administrations. Ils ont vivement encouragé les Etats qui n'arrivent pas encore à les réaliser, à solliciter les appuis nécessaires en vue d'améliorer le contenu de leur note de prévision.

3.4. Session 4 : Conjoncture économique vue par les organisations sous régionales

Trois présentations, de la BCEAO, de la Commission de l'UEMOA et d'AFRITAC de l'Ouest, ont été faites sur ce thème.

La BCEAO a présenté son analyse de la conjoncture économique et des perspectives des Etats de l'UEMOA. Les indicateurs présentés sur l'année 2007 et les premiers mois de l'année 2008 montrent une hausse de l'activité dans l'UEMOA par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse continue à être portée par le commerce et les services marchands. Le secteur industriel enregistre une baisse de volume de production lié au reflux de la production des unités manufacturières légèrement compensée par une hausse de la production des activités extractives et un accroissement de la production de la branche « Electricité, eau et gaz ».

Les débats ont porté sur l'impact de l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar sur la compétitivité des économies de la sous- région. De plus, les participants ont demandé des éclaircissements sur les méthodes et outils de prévision utilisés par la BCEAO et sur la politique de la Banque en matière de publication de ses données conjoncturelles.

La Commission de l'UEMOA a présenté l'état de la convergence économique dans les Etats membres et de ses perspectives en 2008. L'exposé s'est appesanti sur les résultats enregistrés en 2007 et attendus en 2008 en matière de critère de convergence et sur l'insuffisance de performances des Etats pour conduire l'Union en phase de stabilité en 2008.

Les participants se sont intéressés lors des débats sur l'application des sanctions en cas de non respect de l'horizon de convergence et sur les mesures prises pour les Etats post-conflits.

Le Directeur d'AFRITAC de l'Ouest a fait un état des perspectives économiques internationales vues par les services du Fonds monétaire international (FMI) à partir des données disponibles en avril 2008, des conséquences sur les économies des pays africains ainsi que des mesures préconisées par le FMI.

Les débats ont porté sur les risques de dérapages des programmes FRPC en cours dans les pays et la position des organisations internationales face à ceux-ci et sur les limites des mesures fiscales prises par les gouvernements.

3.5. Session 5 : Etat de mise en œuvre des recommandations des séminaires passés - Diverses communications techniques - adoption du compte-rendu administratif et des recommandations

Dans un premier temps, les participants ont passé en revue l'état de mise en œuvre des recommandations du séminaire de décembre 2007. Il est ressorti de ces échanges que des initiatives ont été engagées pour améliorer les fichiers de données conjoncturelles et mettre en place des publications. Cependant, les progrès sont encore insuffisants et peu visibles. Les principales difficultés relevées par les participants portent sur les délais de publications conjoncturelles trop longs, la mobilité du personnel, l'insuffisance de moyens financier et matériel pour la collecte des données et sur l'obsolescence ou l'inadéquation des modèles de projection aux exercices de prévision à court terme.

Les débats ont eu lieu autour des nouvelles orientations des appuis d'AFRISTAT en matière de suivi de la conjoncture et de prévision macroéconomique. Les participants ont pris acte de la nouvelle orientation de ces séminaires.

La délégation malienne a présenté les résultats des travaux réalisés à la suite de l'atelier de décembre 2007 sur les méthodes de décomposition des séries de données conjoncturelles. Cette présentation a permis de rappeler la problématique et les techniques de lissage, de clarifier la démarche pratique et de mettre en évidence les résultats obtenus.

Les organisations sous- régionales ont présenté les initiatives en cours dans le domaine du renforcement des capacités en matière de statistiques économiques et d'analyse conjoncturelle.

Quelques thèmes ont été proposés pour les prochains ateliers et séminaires, notamment :

- les techniques économétriques de base pour les prévisions en série temporelle ;
- les méthodologies de mise en place et d'analyse des indicateurs dans les secteurs de commerce, services, BTP, prix à la production, etc.
- les méthodes de mise en place d'enquêtes qualitatives de conjoncture.

Les participants ont ensuite procédé à l'adoption du compte-rendu administratif et formulé des recommandations.

Point 4 : Recommandations du séminaire :

Vu l'urgence des exigences nationales et internationales en matière d'information conjoncturelle et de prévision économique à court terme (cadre budgétaire, cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, système général de diffusion des données, surveillance multilatérale et programmation monétaire au sein des unions économiques et monétaires, etc.) ;

Conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale des méthodes de prévision en vue de la formulation des politiques économiques et des négociations avec les institutions financières internationales ;

Considérant qu'une attention particulière doit être apportée au respect des engagements internationaux pris par les Etats, notamment dans le cadre du renforcement de la surveillance multilatérale et du système général de diffusion des données (SGDD) ;

Les participants réitèrent certaines recommandations des précédents séminaires adressés aux INS et directions de la prévision, notamment :

1. l'accélération des progrès afin d'améliorer les fichiers de données conjoncturelles en :
 - exploitant les données administratives (immatriculations, trafics, pluviométrie, etc.) et les statistiques miroirs ;
 - effectuant les calculs appropriés (calcul des CVS, tendance, calcul des séries en « volume », décomposition des importations selon l'utilisation, etc.) ;
2. l'accélération des progrès en vue d'améliorer les délais de production et de publication des comptes nationaux et des indicateurs infra- annuels (IPI, statistiques du commerce extérieur, etc.) ;
3. la mise en place et/ou la publication des notes de prévisions macroéconomiques qui permettent d'améliorer le dialogue avec les partenaires et d'informer le secteur privé sur les perspectives macroéconomiques du pays.

Ils ont par ailleurs formulé les nouvelles recommandations suivantes :

Aux INS et directions de la prévision :

4. Améliorer la qualité des données conjoncturelles et leur analyse ;
5. Renforcer les moyens humains et matériels des services en charge de la collecte et de l'analyse conjoncturelle ;
6. Prendre des mesures en vue de rénover les outils de projection macroéconomique ;
7. Appliquer les normes AFRISTAT en matière de dispositif d'analyse conjoncturelle.

Point 5 : Remerciements

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes, l'INSEE, la BCEAO, la Commission de l'UEMOA et AFRITAC de l'Ouest pour leurs appuis à l'organisation de cet atelier, ainsi qu'AFRISTAT.

Bamako, le 25 avril 2008

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

PAYS/INSTITUTION	Nom des Participants	Titre	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	Adresse électronique personnel
BENIN	Constant L. YAYI	Chef de service des Comptes nationaux, Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE)	BP 323 Cotonou BENIN	+229 - 97 727 888	+229 - 21 30 82 46	constyayi@yahoo.fr; constyl@hotmail.com
BURKINA FASO	Jean Gabriel TOUGMA	Service de la Prévision et de l'Analyse de la Conjoncture - INSD	01 BP 374 Ouagadougou 01 BURKINA FASO	+226 70 44 35 81 +226 76 67 54 61 +226 50 32 49 76	+226 50 32 61 59	tougmaig@yahoo.fr
BURKINA FASO	Antoine-Marie SIE TIOYE	Directeur de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques (DPAM) Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP)	01 BP 396 Ouagadougou 01 BURKINA FASO	+226 - 70 24 82 70 +226 - 20 22 80 90	+226 - 50 31 24 72	sie_tioye@yahoo.fr
COTE D'IVOIRE	N'GORAN KOUASSI	Chef de Département des Statistiques Economiques Institut National de la Statistique (INS)	BP V55 Abidjan 01 COTE D'IVOIRE	+225- 20 33 56 68 +225 - 08 58 33 37	+225 - 20 21 44 01 +225 - 20 22 80 90	ngokoss@yahoo.fr
COTE D'IVOIRE	Sansan HIEN	Chef de service des Etudes Sous-Direction des Prévisions Economiques Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economiques - Ministère de l'Economie et des Finances	04 BP 650 Abidjan-04 COTE D'IVOIRE	+225 - 05 09 01 09 +225 - 20 21 75 79	+225 - 20 22 54 55	sansanhien@yahoo.fr
GUINEE	Mme Mariama Layla DIALLO	Chef de Section Administration publique Division de la Comptabilité Nationale Direction Nationale de la Statistique (DNS)	BP 221 Conakry GUINEE	+224 - 60 28 07 90	+224 - 60 41 30 59	lailad2003@yahoo.fr
GUINEE	Amadou Kalla DIALLO	Chef de section synthèse conjoncturelle, Direction Nationale de l'Economie (DNE) Ministère de l'Economie et des Finances	BP 579 MEF/DNE Conakry GUINEE	+224 64 45 95 68		akalladiallo@yahoo.fr

GUINEE BISSAU	JAIME MANGO	Chef du Département de la Comptabilité Nationale Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC)	CP 6 Bissau GUINEE-BISSAU	+245 - 20 54 57 +245 - 720 08 42 +245 - 665 34 21	+245 - 20 54 57	jaimemango123@hotmail.com mangojaime@yahoo.com
GUINEE BISSAU	Flavio Antonio Soares da GAMA	Conseiller du Directeur Général Cabinet de la Conjoncture, prévision et relations internationales, Ministère de l'Economie et des Finances	GUINEE BISSAU	+245 - 66 65 528		fushsoares@hotmail.com
MALI	IBRAHIMA DIARRA	Chef de section suivi de la conjoncture Division de la Comptabilité Nationale Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI)	BP 12 Bamako MALI	+223 - 222 24 55 +223 - 222 48 73 +223 - 633 40 37	+223 - 222 71 45	diarraibrahima1@yahoo.fr
MALI	SIKA SANOGO	Chef de la Division Prévisions et Analyses Economiques Direction Nationale de la Planification et du Développement (DNPD)	BP 2466 Bamako MALI	+223 - 222 57 53 +223 - 222 53 39 +223 - 642 56 37	+223 - 222 77 16	sasiaka@yahoo.fr
MALI	Abdoulaye BAGAYOGO	CERCAP		+223 909 24 02		bagga007@yahoo.fr
MAURITANIE	WONE Abdoulaye Alpha	Chef de service de la conjoncture et des enquêtes économiques. Département des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale Office National de la Statistique (ONS)	BP 240 Nouakchott R.I. MAURITANIE	+222 - 525 39 26 Cell : +222 - 686 52 79	+222 - 525 39 26	woneab@ons.mr
MAURITANIE	Ahmed TAKI	Direction des Prévisions et de l'Analyse Economique Ministère de l'Economie et des Finances	BP 238 Nouakchott R.I. MAURITANIE	+222 - 525 03 49 Cell : '+222 - 655 59 71	+222 - 525 46 17	ahmed_taki@yahoo.fr
NIGER	Issaka KARIMOUNE	Chef de division Conjoncture et des Etudes Economiques, Institut National de la Statistique	BP 13 416 Niamey NIGER	+227 - 20 72 35 60 +227 - 96 97 44 51 +227 - 94 71 21 50	+227 - 20 72 21 74	karim_iss@yahoo.fr

NIGER	Saley DONGUEY DJIRI	Chef du Service de la Prévision Economique (SPE) Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEEFP)	BP 862 Niamey NIGER	+227 - 72 32 28	+227- 72 22 89	donguey2007@yahoo.f
SENEGAL	Djibril DIONE	Chef de Bureau des Projections macroéconomiques, Direction de la Prévision et des Etudes Economiques	BP 116 Dakar SENEGAL	+221 - 824 90 01 +221 - 824 90 03	+221 - 824 90 03	djibrildione@yahoo.fr
SENEGAL	Maxime Bruno NAGNONHOU	Chef de Bureau des enquêtes de conjoncture Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie	BP 116 Dakar SENEGAL	+221 - 824 03 01 +221 - 645 97 14 +221 77 64 59 714	+221 - 824 90 01 +221 - 645 97 14	maximebruno@yahoo.fr
TOGO	M. Apéou Gbèlè TCHAKALA	Chargé d'études, Direction des Comptes nationaux et des Etudes Economiques, Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN)	BP 118 Lomé TOGO	+228 - 221 62 24 +228 - 221 22 87 Cell: +228 - 919 79 77	+228 - 221 27 75	tchakapeou@yahoo.fr
TOGO	Kname BOUARE	Chef de Section prévision, Direction de l'Economie (DNE) Ministère de l'Economie et des Finances		+228 221 02 51 +228 336 09 16 +228 908 66 36		boukin19@yahoo.fr
BCEAO Siège	Modibo KAMATE	BCEAO Siège	Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 Dakar SENEGAL	+221 - 839 05 00 +221 - 839 45 59	+221 - 823 93 35	mkamate@bceao.int
Commission de l'UEMOA	ABA CAMARA	Chargé des études et des statistiques économiques, Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure	380, Rue Agostino Neto, 01 BP 543 Ouagadougou 01 BURKINA FASO	+226 50 31 88 73 +226 78 88 59 79	+226- 50 31 88 72	aba.camara@uemoa.int
Banque Centrale de la République de Guinée	Aboubacar Sampil SOUMAH	Chef de Service Analyse Conjoncturelle à la Direction Générale des Etudes et de la Documentation Banque Centrale de la République de Guinée	BP 692 Conakry GUINEE	+224 - 45 23 44 +224 - 41 48 98 +224 - 43 38 83	+224 - 43 38 83	asoumah2001@yahoo.fr

AFRITAC Ouest	Idrissa THIAM	Directeur AFRITAC-Centre	BP 96 Bamako, MALI	+222 223 59 78	+222 223 59 86	ithiam@imf.org
AFRITAC Ouest	Mme Demba A. Tignokpa	Conseillère en statistiques des finances publiques à AFRITAC-Ouest	BP 96 Bamako, MALI	+223 223 59 78	+223 223 59 86	-
AFRITAC Ouest	ERIC METREAU	Conseiller en statistiques du secteur réel à AFRITAC-Ouest	BP 96 Bamako, MALI	+224 223 59 76	+223 223 59 86	emetreau@imf.org
INSEE	M. Christian GIRIER	INSEE	Bureau 1052, INSEE, 18 Bd Adolphe PINARD, 75675 PARIS Cedex 14	+331 41 17 52 95	+331 41 17 66 52	christian.girier@insee.fr
BANQUE DE France	Valérie GOLITIN	Service de la Zone franc et du Financement du Développement Banque de France	49 - 14 66 COMOZOF, 75049 Paris Cedex 01	+331 42 92 47 34	+331 42 92 39 88	valerie.golitin@banque-france.fr
Commission Economique pour l'Afrique (CEA)	Andry Andriantseheno		BP E-1600 Bamako MALI	+251 - 11 54 43 603		andriantseheno@un.org
AFRISTAT	Djoret BIAKA TEDANG	Expert macroéconomiste	BP E-1600 Bamako MALI	+223 - 221 55 00 +223 - 221 55 80	+223 - 221 11 40	djoret.biaka@afriostat.org
AFRISTAT	Claude JOEGER	Expert macroéconomiste - Chef de Département des Etudes et Synthèses Economiques	BP E-1600 Bamako MALI	+223 - 221 55 00 +223 - 221 55 80 +223 - 449 71 65	+223 - 221 11 40	claude.joeger@afriostat.org
AFRISTAT	Ali MOUSSA	Assistant au Coordonnateur PCI- Afrique	BP E-1600 Bamako MALI	+224 - 221 55 00 +223 - 221 55 80 +223 - 604 11 82	+223 - 221 11 40	ali.moussa@afriostat.org

ANNEXE 2 : DISCOURS D'OUVERTURE DU SEMINAIRE (Prononcé par le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT)

**Messieurs les représentants des Etats membres,
Messieurs les Représentants de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO et d'AFRITAC de l'Ouest, de la Banque centrale de Guinée,
Monsieur le Représentant de la Commission Economique pour l'Afrique
Monsieur le Représentant de l'INSEE ;
Madame la Représentante de la Banque de France
Mesdames et Messieurs les séminaristes ;**

***Messieurs les experts,
Mesdames, Messieurs,***

Je voudrais, au nom de l'ensemble du personnel de la Direction générale d'AFRISTAT, vous souhaiter la bienvenue à Bamako et vous remercier d'avoir bien voulu répondre à notre invitation au séminaire sur la « conjoncture économique du premier semestre 2008 et les prévisions à court terme dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest, membres d'AFRISTAT ».

Ce séminaire fait partie de ces rencontres régulières que nous organisons pour des échanges entre les professionnels de la macroéconomie que vous êtes. La présente session s'inscrit dans un contexte particulier, celui de la flambée des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays membres d'AFRISTAT. Ce phénomène mondial, d'ampleur variable selon les pays, a entraîné la prise de mesures concrètes par les gouvernements en vue d'amortir les conséquences néfastes sur la population.

Mesdames, Messieurs,

Le thème central retenu pour ce séminaire porte sur le diagnostic conjoncturel. L'étude de ce thème devrait vous permettre de renforcer vos capacités en matière de synthèse pertinente, pour le décideur et le prévisionniste. Il répondra ainsi à la nécessité de renforcer le lien entre analyse conjoncturelle et l'élaboration des perspectives de croissance à court terme.

Comme par le passé, vous aurez à étudier la conjoncture économique des derniers mois de vos Etats et à esquisser les meilleurs pronostics qu'on puisse élaborer sur son évolution en 2008 et 2009. Vous aurez également à échanger vos expériences en matière d'analyse et de suivi conjoncturels. Nous émettons le vœu que ces échanges débouchent sur l'élaboration d'une vision d'ensemble de la conjoncture économique de la sous-région comme fruit concret de cette rencontre.

Mesdames, Messieurs,

Cela fait bientôt huit années que ces rencontres semestrielles ont lieu avec une périodicité plus ou moins régulière. Je suis persuadé que de nombreuses avancées ont été enregistrées dans vos pratiques quotidiennes. Mais, nous sommes tous conscients que le chemin qui reste à parcourir est encore long.

Au cours de la session de décembre 2007, vous avez dressé un bilan de ces rencontres semestrielles, aussi bien en ce qui concerne leur contenu que l'état de mise en œuvre des recommandations qui en sont régulièrement issues.

De ces discussions, AFRISTAT a dégagé de nouvelles orientations pour ses actions futures en matière de suivi de la conjoncture économique et de la prévision à court terme. Vous aurez l'occasion au cours de ces assises d'échanger vos points de vue sur ces nouvelles orientations. Mais, je voudrais d'ores et déjà vous confirmer que, conformément à son programme stratégique de travail, AFRISTAT, avec le soutien de ses partenaires habituels, renforce ses appuis en matière de conjoncture et prévision grâce l'arrivée d'un assistant technique macroéconomiste français, Claude JOEGER que certains d'entre vous connaissent déjà bien, et que j'ai le plaisir de vous présenter.

Notre vœu est de rendre encore plus visibles et plus concrets nos appuis auprès des Etats. Aussi, nos actions s'inscriront davantage dans le cadre d'appuis directs aux Etats membres pour la mise en place ou l'amélioration de publications en matière de conjoncture et de prévision économiques. Ces actions seront également davantage orientées vers l'organisation d'ateliers thématiques regroupant des pays de niveau comparable, et d'ateliers de formation à Bamako ou dans les Etats qui en expriment le besoin.

Nos séminaires habituels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme continueront bien entendu à être organisés au cours du premier semestre, avec un accent mis plus particulièrement sur les échanges et le partage d'informations économiques entre participants, ainsi que sur des problématiques économiques d'actualité.

Dès à présent, je puis vous annoncer qu'AFRISTAT a prévu dans son plan d'action 2008, l'organisation de deux ateliers thématiques qui porteront sur la mise en place et la gestion de bases de données et de publications conjoncturelles, ainsi que sur l'accélération des publications conjoncturelles, toutes choses qui, j'en suis convaincu, constituent des préoccupations pour les uns ou les autres.

Mesdames, Messieurs,

L'animation de cet atelier sera assurée par les experts d'AFRISTAT appuyés par ceux de l'INSEE, de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ainsi que ceux de la Commission de l'UEMOA et d'AFRITAC de l'Ouest. Ceux-ci ne ménageront aucun effort pour le plein succès de ce séminaire. A toute cette équipe d'encadrement, j'adresse d'avance, les sincères remerciements de la Direction générale d'AFRISTAT.

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude à la Coopération française pour son soutien financier.

Le programme du séminaire étant très chargé, je vous invite à travailler avec assiduité et abnégation pour respecter les délais impartis.

C'est en souhaitant plein succès à vos travaux, que je déclare ouvert le « Séminaire sur la Conjoncture économique du premier semestre 2008 et les prévisions à court terme dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest, membres d'AFRISTAT ».

Je vous remercie.

ANNEXE 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL DU SEMINAIRE

Lundi 21 avril		
MATIN	Présidence: AFRISTAT	
08H 45 - 09H 00	Installation des participants	Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT
09H 00 - 09H 15	Ouverture du séminaire	
09H 15 - 09H 30	Présentation et adoption du programme de travail	TOUS
09H 30 - 10H 15	Etat de mise en œuvre des recommandations des précédents ateliers	TOUS
10H 15 - 10H 30	Pause café	

Session 1 Le diagnostic conjoncturel: objet et méthode

	Présidence et rapporteur: SENEGAL	
10H 30 - 11H 15	Présentation technique <i>Problématique et objet du diagnostic conjoncturel</i>	AFRISTAT
11H 15 - 12H 00	Débat	
12H 00 - 12H 45	Présentation technique <i>La démarche d'élaboration du diagnostic conjoncturel</i>	AFRISTAT
12H 45 - 13H 00	Débats	
APRES-MIDI		
14H 30 - 15H 00	Suite débats	AFRISTAT
15H 00 - 15H 45	Présentation technique <i>Les meilleures pratiques de l'analyse conjoncturelle dans les pays de la région</i>	INSEE
15H 45 - 16H 15	Débat	
16H 15 - 16H 30	Pause café	
16H 30 - 17H 30	Travaux pratiques <i>Technique d'élaboration d'une note de synthèse conjoncturelle: cas du Mali</i> ° Présentation de la conjoncture du Mali ° Répartition des travaux	MALI AFRISTAT
17H00 - 18H 00	Travaux de groupe (libre)	
18H30	COCKTAILS (Jardins d'AFRISTAT)	
Mardi 22 avril		
MATIN	Présidence et rapporteur: AFRISTAT	
08H 30 - 10H 00	Travaux pratiques <i>Elaboration d'une note de synthèse conjoncturelle du Mali: synthèse et rédaction en groupe</i>	AFRISTAT
10H 00 - 10H 15	Pause café	
10H15 - 10H 45	<i>Elaboration d'une note de synthèse conjoncturelle du Mali (suite et débats)</i>	
10H 45 - 11H 05	Présentation technique <i>Quel système d'information pour un diagnostic conjoncturel pertinent?</i>	AFRISTAT
11H 05 - 11H 35	Débats et synthèse	

Session 2

Exposé introductif sur les développements conjoncturels intervenus au 1er semestre 2008 et perspectives à court terme

11H 35- 12H10	Présentation technique ° <i>Les développements conjoncturels intervenus au 1er semestre 2008</i>	AFRISTAT
12H 10 - 13H00	Débats	

APRES-MIDI	Présidence et rapporteur: NIGER	
14H 30 - 16H 15	Présentation technique ° <i>Zoom sur l'inflation de la zone</i> ° <i>perspectives à court terme</i>	AFRISTAT INSEE
16H 15 - 16H 30	Pause café	
16H 30 - 17H 00	Débat	

Session 3 Conjoncture économique 2008 et prévisions 2008-2009 dans les Etats

APRES-MIDI	Présidence : BCEAO	
17H 00 -17H 30	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	GUINEE BISSAU
17H 30 - 18H 00	Débat	

Mercredi 23 avril		
MATIN	Présidence : BCEAO	
08H 30 -09H 00	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	GUINEE CONAKRY
9H 00 - 09H 35	Débat	
09H 35 - 10H 05	Prévision économique 2008-2009 <i>Hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	MALI
10H 05 - 10H 20	Pause café	

10H 20 - 10H 50	Débat	
10H 50 - 11H 25	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	MAURITANIE
11H 25 - 11H 55	Débat	
11H 55 - 12H 30	Conjoncture 2nd semestre 2007 et prévision économique 2007-2008 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	NIGER
12H 30 - 13H 00	Débat	

APRES-MIDI	Présidence : BCEAO	
14H 30 - 15H 00	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	SENEGAL
15H 00 - 15H 30	Débat	
15H 30 - 16H 00	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	TOGO

	<i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	
16H 00 - 16H 30	Débat	
16H 30 - 16H 45	Pause café	
16H 45 - 17H 15	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	BENIN
	<i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	
17H 15 - 17H 45	Débat	

Jeudi 24 avril		
MATIN	Présidence : BCEAO	
09H 00 -09H 30	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	BURKINA FASO
	<i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	
9H 30 - 10H 05	Débat	
10H 05 - 10H 20	Pause café	

10H 20 - 10H 50	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	COTE D'IVOIRE
	<i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions pour 2008-2009</i>	
10H 50 - 11H 25	Débat	

Session 4 Conjoncture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales

	Présidence et rapporteur: MAURITANIE	
11H 25 - 12H 05	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	BCEAO
	<i>Conjoncture régionale vue la BCEAO</i>	
12H 05 - 13H 00	Débat	

14H 30 - 15H 15	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	UEMOA
	<i>Etat de la convergence en 2007 dans les pays de l'UEMOA et perspectives d'évolution</i>	
15H 15 - 15H 45	Débat	
15H 45 - 16H 00	Pause café	
16H 00 - 16H 45	Conjoncture 1er semestre 2008 et prévision économique 2008-2009	AFRITAC
	<i>Perspectives financières des Etats de la zone vue par les organisations sous-régionales et internationales</i>	
16H 45 - 17 H 15	Débat	
17H 15 - 18H 15	<i>Synthèse des présentations conjoncturelles et prévisions</i>	AFRISTAT

Vendredi 25 avril Session 5 Questions et présentations diverses, Adoption du rapport administratif

MATIN	Présidence et rapporteur: GUINEE CONAKRY	
08h30 - 11H00	<i>Retour sur le thème sur la décomposition des séries conjoncturelles (expérience du Mali)</i> <i>Autres présentations techniques</i>	Tous AFRISTAT
11H 00 - 11H 30	Pause café	
11H 30 - 13 H00	Adoption du compte-rendu administratif et des recommandations	Tous

ANNEXE 4 : LISTE DES MESURES PRISES PAR LES PAYS POUR FAIRE FACE A L'INFLATION

Pays	Mesures prises	Engagement financier
BENIN	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un dispositif d'homologation des prix sur les marchés - Mise en activité de 1800 professionnels ; - Aménagements de surface cultivables ; - Renforcement du conseil et formations en agriculture ; - Acquisition d'équipements de production et de transformation - Mise en place d'un fonds de roulement ; - Provision pour achat par l'Office National pour la Sécurité Alimentaire (ONASA) de stocks tampon de produits de grande consommation. 	14 milliards + 6,25 milliards
BURKINA FASO	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des taxes à l'importation ; - Constitution de stocks de sécurité ; - Relèvement des tranches sociales d'eau à 8 m3 et d'électricité à 75 kwh ; - Mise en place de boutiques- témoins pour le contrôle des prix 	
COTE D'IVOIRE	<p style="text-align: center;">2007</p> <ul style="list-style-type: none"> - réactivation du Comité Interministériel « sucre » pour ajuster les prix (2007) - <i>riz</i> : suspension de la mise en œuvre de la mesure prévue par la loi des finances 2007 quant au prélèvement de 10 F CFA/kg sur les importations de riz avec maintien du prix du kilogramme de riz de grande consommation à 250 F CFA jusqu'à mi-novembre 2007 ; - <i>Par rapport au lait en poudre</i> : suspension temporaire de la TVA avec maintien des prix jusqu'à décembre 2007 - <i>Concernant l'huile</i> : maintien des prix en cours jusqu'à fin décembre 2007 en accord avec les opérateurs (producteurs et distributeurs) et suspension de la TVA à partir de décembre 2007 - <i>S'agissant de la viande et du poulet</i> : maintien du prix du kilogramme de viande à 1.300 F CFA à l'abattoir et à 1.500 F CFA sur les marchés, à partir d'octobre 2007 - <i>Au niveau du gaz butane</i> : maintien du prix du gaz à 3.500 F CFA pour la bouteille de 12,5 Kg et à 	

	<p>1.500 F CFA pour la bouteille de 6 kg, sur Abidjan et Bouaké. Pour le reste du pays, le prix variant en fonction des frais de transport. Ensuite, il a été convenu la vulgarisation de la vente du gaz dans les stations-service et le paiement de 10.000 dollars (soit 5.000.000 f.cfa), d'appui pour les jours additionnels d'immobilisation du butanier à quai (environ 2 à 3 jours) afin d'assurer la disponibilité du gaz</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'agissant des produits vivriers : intensification de la lutte contre le racket, les tracasseries routières et l'amélioration de l'état des pistes rurales et des routes en général pour une meilleure maîtrise des frais de transport et un bon approvisionnement des marchés. <p style="text-align: center;">2008</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lait, huile de palme raffinée, tomate en conserve, sucre et ciment : réduction de la TVA de 18% à 9% jusqu'au 30 juin 2008 - riz: suspension de la taxe pour le développement de la culture du riz - importations d'intrants dans la fabrication de ciment : suspension de la perception de la TVA jusqu'au 30 juin 2008 - importations de lait, d'huile de palme raffinée, de la tomate en conserve, du sucre, de la farine de blé, du poisson, du riz et du ciment : suspension des droits de douanes à l'importation jusqu'au 30 juin 2008. - 	
GUINEE	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des primes de transport des fonctionnaires de l'ordre de 6 à 9 mille francs guinéens pour 20 jours ouvrés pour chaque mois ; - Mise en circulation des bus pour le transport urbain et inter urbain ; - Baisse de certains impôts et taxes sur les produits de première nécessité ; - Rétablissement de l'Arrêté interdisant l'exportation et la réexportation des produits vivriers et forestiers pendant la période de crise; - Relance de la production locale en générale et celle de l'agriculture en particulier. 	
GUINEE BISSAU	<ul style="list-style-type: none"> - baisse des taux douaniers sur les produits de première nécessité ; - mise en circulation des transports publics urbains pour les fonctionnaires publics 	

MALI	<ul style="list-style-type: none"> - suspension temporaire des taxes à l'importation de certains produits ; - revalorisation des salaires et autres traitements ; - interdiction temporaire de l'exportation de certains produits alimentaires ; - Initiative Riz : augmentation de la production de riz d'environ 50% pour la campagne 2008/2009 ; - Elargissement de la constitution des banques de céréales ; - Renforcement des stocks de sécurité. 	45 milliards
MAURITANIE	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des salaires de fonctionnaires • Annulation de la taxe douanière sur le riz • Exonération et fixation du prix du blé • Distribution gratuite des vivres surtout en milieu rural • Mise à disposition d'aliments de bétail à prix fixe • Mise en place des boutiques témoins avec prix réduits pour les produits de première nécessité • Redynamisation de la Sonimex • Promotion des activités génératrices de revenus 	
NIGER	<ul style="list-style-type: none"> - Restriction des exportations - Contrôle des prix - Transferts sociaux - Suspension pour trois mois des droits de douane et de la TVA sur le riz importé - Vente de céréales à prix modéré afin de soulager les populations les plus vulnérables, surtout dans le milieu rural 	

SENEGAL	<p>2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suspension des droits de douane pour le lait en poudre, le riz et le blé ; - suspension de la TVA pour le lait en poudre et farine ; - Maintien de la subvention du gaz butane 	<p>43 milliards en 2007 pour les produits alimentaires 49 milliards de subvention sur le gaz en 2007</p>
TOGO	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention, une nouvelle fois, les prix des produits pétroliers ; - Subvention du gaz domestique, à hauteur de 8500 F CFA par bombonne de gaz de 12kg ; - Négocié et obtention des industries togolaises la non augmentation des prix de certains produits ; - Le gouvernement a déboursé une somme de trois milliards de FCFA pour acheter du fuel nécessaire pour faire tourner les turbines ; - Injection sur le marché par l'Observatoire pour la Sécurité Alimentaire au Togo (OSAT) de quantités importantes de céréales - Intensification de la production interne 	<p>dix milliards de F CFA</p>

• **SYNTHESE : SEANCE PEDAGOGIQUE SUR L'INFLATION**

L'inflation est soit de l'inflation importée (produits importés) et soit de l'inflation locale (produits locaux). Parmi ces produits, il convient de distinguer ceux qui sont substituables de ceux qui ne le sont pas (pétrole). Concernant les produits locaux, distinguer l'inflation liée à l'offre de celle liée aux coûts.

Quelles mesures efficaces, **innovantes** pour lutter contre l'inflation qui semble s'installer durablement?

Quelques principes de base pour apprécier ces mesures :

- les mesures doivent être conçues de manière à mieux cibler les bénéficiaires, c'est-à-dire les populations les plus vulnérables ;
-
- Ces mesures doivent être soutenable à moyen/long terme (finances publiques, réserves,...) ;
- elles doivent favoriser la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.

1. Les mesures sur les produits locaux : Exemple du secteur de l'électricité, de l'eau, les transports :

- Il s'agit d'un problème d'offre (les tarifs sont proposés par une seule et même entreprise, trop élevés pour une tranche de la population à pouvoir d'achat réduit, l'offre ne couvre donc pas toute la population demandeuse) et de structure des coûts, donc **réaménager les tranches sociales** tout en préservant l'équilibre financier de l'entreprise (assurer sa rentabilité au coût moyen et non pas au coût marginal).
- Promouvoir l'énergie solaire
- (Revoir les taxes complémentaires (une large part des taxes revient à l'Etat) pas soutenable à moyen terme)

2. Les mesures sur les produits importés non substituables : exemple du pétrole, gaz

- A court terme :
 - subventions (réduire les taux de taxes),
 - **promouvoir la concurrence dans le secteur ;**
 - **centraliser les achats au niveau communautaire** (commission de l'UEMOA) ;
- A moyen/long terme :
 - améliorer les dispositifs de stockage, le circuit d'approvisionnement ;
 - promouvoir l'offre locale régionale en produits énergétique ;
 - promouvoir l'énergie renouvelable ;
 - diversifier les sources d'approvisionnement.

3. Les mesures sur les produits importés substituables :

A court terme (en vue de donner d'avoir des impacts au cours de la campagne agricole 2008/2009):

- **Subventions à la production locale : les semences, les intrants (engrais, pesticides),**
- **mettre à disposition des paysans des outils motorisés (tracteurs, etc.),**
- mettre en place des capacités de stockage,
- Intensifier l'encadrement agricole ;
- subventionner les matériels agricoles à taux significatifs ;
- Favoriser l'accès à la terre en sensibilisant les propriétaires terriens
- Information /sensibilisation :
 - des consommateurs : en vue de changer les habitudes de consommation
 - Producteurs : large information sur la période des mesures fiscales, de manière à les inciter à accroître la production au cours de la campagne agricole 2008/2009 ;
- Sensibiliser la population sur les origines du phénomène ;
- Encourager le dialogue social entre les importateurs et l'Etat ;
- Encourager la fluidité des zones excédentaires et les zones déficitaires ;
- Mettre en place un dispositif de contrôle des prix ;
- Publier des études sur la formation des prix et améliorer l'accès à l'information

A moyen/long terme :

- Intégrer la nouvelle donne (sur les prix alimentaire et énergie) dans les DSRP (documents de stratégie de réduction de la pauvreté).
- Mettre en œuvre des politiques de maîtrise de l'eau
- Développer les prévisions climatiques
- Mettre en œuvre (accélérer) les politiques agricoles